

Discours sur l'Afrique

Merci, Professeur Berkouk, pour cet accueil chaleureux et l'opportunité de m'adresser à vos étudiants. Je voudrais aussi vous féliciter pour le lancement de votre Programme d'Etudes Africaines. Je suis profondément honorée d'être ici, à l'Ecole Supérieure des Sciences Politiques et apprécie beaucoup l'opportunité qui m'est offerte de discuter de la politique américaine en Afrique.

Il y a maintenant six mois que le Président Obama a rencontré une cinquantaine de présidents et premiers ministres de tout le continent pour le tout premier Sommet des Dirigeants USA-Afrique. Ce Sommet a établi un nouveau modèle de partenariat entre les Etats-Unis et l'Afrique – un partenariat entre égaux qui se concentre sur la capacité de l'Afrique à résoudre les problèmes et sur la capacité de l'Afrique à se développer. Aujourd'hui, j'aimerais revenir sur le Sommet, évaluer où nous en sommes après six mois et regarder ce que ça signifie spécifiquement pour l'Algérie et son partenaire, les Etats-Unis.

Comme l'a dit le Président Obama, le Sommet a mis en évidence que bien que l'Afrique soit en face de défis importants, nous voyons émerger une Afrique nouvelle, plus prospère – dont la prospérité est créée et menée par les Africains.

L'Afrique a quelques-unes des **économies à plus forte croissance dans le monde**, une classe moyenne croissante, des secteurs en expansion comme les produits manufacturés et la vente, ainsi qu'un niveau record d'investissements étrangers. C'est un continent avec une population jeune pleine de rêves et d'ambition.

Le Sommet des Dirigeants USA-Afrique a aidé à mettre en évidence le fait que la croissance de l'Afrique dépendait, en premier lieu, de la **continuité des réformes en Afrique, par les Africains**. Les dirigeants se sont engagés à accélérer la poursuite des réformes qui attirent les investissements, réduisent les barrières qui empêchent le commerce – particulièrement entre les pays africains – et font la promotion de l'intégration régionale.

Le Sommet a aussi mis en lumière que **la prospérité de l'Afrique dépendait de la plus grande ressource de l'Afrique : sa population**.

Pendant le Sommet, le Président Obama et les dirigeants africains se sont concentrés sur trois domaines principaux, où les USA et l’Afrique pouvaient progresser ensemble.

Premièrement, ils ont discuté des opportunités pour étendre la création d’emplois. Le Président Obama a annoncé que 33 milliards de dollars de nouveaux investissements commerciaux de la part de compagnies américaines qui porteront le développement africain et créeront des milliers d’emplois. Le Président Obama et les dirigeants africains ont aussi discuté de ce que nous pouvons faire, en tant que gouvernements, pour accélérer ce type d’investissement – réformes économiques et règlementaires, intégration régionale, ainsi que pour une large assise du développement de la croissance, en particulier auprès des femmes.

Deuxièmement, ils ont discuté des opportunités pour renforcer la gouvernance sur laquelle la croissance économique et la liberté sociale dépendent, y compris l’état de droit, l’ouverture du gouvernement, la transparence et la responsabilité des institutions, une société civile vigoureuse et le respect des droits universels de la personne humaine pour tous les peuples.

Troisièmement, ils ont aussi discuté des opportunités d’approfondir la coopération sécuritaire contre des menaces communes. Comme l’a dit le Président Obama au Sommet, les forces africaines de sécurité et les gardiens de la paix africains sont à la pointe à travers le continent et les Etats-Unis sont fiers de soutenir leurs efforts. Au Sommet, les Etats-Unis se sont concentrés sur les moyens de renforcer la capacité de l’Afrique à faire face aux menaces transnationales et se faisant à rendre la sécurité de nos nations plus sûre.

Donc, que pouvons-nous constater comme progrès dans les six mois depuis le sommet?

D’abord, laissez-moi clarifier que le plus grand défi auquel nous faisons face en Afrique – comme dans toutes les régions du monde, y compris aux Etats-Unis – est de trouver un juste milieu entre l’urgence des impératifs à court-terme et nos priorités à long-terme. Des situations comme l’épidémie d’Ebola, la crise malienne et le fléau du terrorisme – y compris l’horreur des actions perpétrées par Boko Haram – demandent une réponse urgente. Nous avons été capables de répondre à l’urgence de ces impératifs parce que précisément nous nous sommes

mis à la tâche avec le même esprit de partenariat que celui qui a animé le Sommet USA-Afrique. En cette période d'augmentation de l'interdépendance, aucune nation ne peut faire cavalier seul.

Pour rapidement mentionner quelques-unes des priorités urgentes à court-terme auxquelles les Etats-Unis et l'Afrique ont dû s'atteler depuis le Sommet :

Une des priorités les plus pressantes est l'épidémie d'Ebola, véritablement un défi global qui demande une réponse globale. Grâce à l'effort concerté de la communauté internationale, y compris le travail héroïque du personnel de santé local au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée, le taux de nouveau cas d'Ebola est à son plus bas niveau depuis juin 2014 – ce qui, espérons-le, marque un tournant de l'épidémie.

Les Etats-Unis se sont impliqués dans la réponse à Ebola depuis le début de l'épidémie. Comme l'a dit le Président Obama, l'épidémie d'Ebola et la crise humanitaire qui en résulte en Afrique de l'Ouest est une priorité urgente de sécurité nationale pour les Etats-Unis. 2.800 membres officiels de multiples agences du gouvernement américain ont été impliqués dans nos efforts pour combattre cette maladie et réduire ses effets. A ce jour, les Etats-Unis ont déboursé 951 millions de dollars d'assistance humanitaire, y compris en aide alimentaire.

En termes pratiques, cela signifie qu'une centaine de spécialistes du Centre de Contrôle des Maladies et de l'Agence Américaine pour le Développement International sont sur le terrain en Afrique de l'Ouest, travaillant en collaboration avec le personnel officiel du pays d'accueil. Les experts américains sont à l'œuvre dans les Centres Opérationnels d'Urgence des pays d'accueil et forment aussi le personnel de santé local à tracer les foyers d'infection et mettre en place les salles d'isolement, ces mesures sont essentielles pour arrêter la progression d'Ebola. Le Commandement Afrique du Département de la Défense a fourni des ressources humaines, organisé et convoyé le soutien de 17 unités de traitement, d'un centre régional de logistique et des programmes de formation ; en résumé, contribué jusqu'à 1 milliard de dollars pour soutenir la réponse du gouvernement Américain à l'épidémie.

Il est important de se rappeler que cette crise régionale ne prendra pas fin lorsque le virus sera stoppé. Nous devons continuer à nous tenir aux côtés de l'Afrique de

l'Ouest dans les mois et les années à venir, pour aider la région à se relever des conséquences des impacts sociaux, économiques et psychologiques de l'épidémie. Par « nous », j'entends la totalité de la communauté internationale. Le virus Ebola n'est pas uniquement un problème régional, c'est une question globale qui requiert une solution globale.

La crise au Mali est aussi une question pressante avec des implications sur la sécurité et la prospérité du Sahel et de l'Afrique du Nord. Le Gouvernement des Etats-Unis remercie le Gouvernement Algérien pour le rôle directeur qu'il a pris dans la promotion d'une résolution de paix, en hébergeant et en facilitant la poursuite du dialogue inter-malien et accueille favorablement le cessez-le-feu signé le 19 février. Les Etats-Unis ont activement soutenu les pourparlers de paix, sollicitant aussi bien le gouvernement que les groupes armés à chaque occasion. De plus, agissant en tant qu'observateur impartial, nous avons facilité la traduction et la distribution massive d'informations et de documents liés aux pourparlers, afin d'éveiller l'intérêt du public et de soutenir le processus de paix. Nous avons aussi soutenu une couverture médiatique indépendante et professionnelle des pourparlers, aidé à maintenir les appels en faveur de la paix et de l'unité nationale à travers la campagne « Nous sommes un peuple » et fourni une assistance au Ministère Malien de la Réconciliation Nationale en apportant des ressources et de la formation pour promouvoir les communications publiques sur le processus de paix.

Les horreurs perpétrées par Boko Haram continuent de menacer le Nigéria et ses voisins. Le Secrétaire John Kerry a réitéré le 6 février : « Nous condamnons les actions horribles et barbares de ces groupes qui n'ont absolument aucun respect pour le caractère sacré de la vie humaine » et nous présentons nos condoléances les plus sincères aux milliers de familles victimes de ces violences ignobles. Les Etats-Unis se sont engagés à soutenir le Nigéria et ses voisins dans leur lutte contre la violence perpétrée par Boko Haram. En même temps, nous insistons sur l'approche d'ensemble que le Nigéria doit prendre pour combattre l'extrémisme violent, qui doit comprendre des outils civils et sécuritaires de lutte, qui protège la population civile et qui respecte les droits de la personne humaine.

En plus de notre coopération sécuritaire bilatérale avec le Nigéria, les Etats-Unis se tiennent prêts à fournir un soutien à l'effort régional pour combattre Boko Haram,

y compris avec la Force d'Intervention Multinationale du Bassin du Lac Tchad, cautionnée par l'Union Africaine. Nous continuons à travailler avec les Nigériens, y compris le gouvernement central, les membres officiels de l'état, les responsables religieux et de la société civile, ainsi que les communautés commerçantes dans le nord, pour soutenir l'effort à prévenir et combattre l'extrémisme violent. Nous félicitons les efforts de l'Union Africaine et de la Commission du Bassin du Lac Tchad pour réunir la Force d'Intervention Multinationale et nous continuerons à travailler avec nos partenaires régionaux et internationaux pour en faire une force efficace.

Les crises du Soudan et du Sud-Soudan continuent d'exiger une attention internationale.

Aujourd'hui, les promesses de la vitalité du Sud-Soudan sont différées à cause d'une crise insensée générée par des hommes. Plus de 53 pourcents des Sud-Soudanais ont besoin de l'aide humanitaire et la violence a contraint plus de 2 millions de personnes à fuir leur habitation depuis décembre 2013, dont plus de 1,5 million de personnes déplacées. Depuis le début de la crise, les Etats-Unis ont contribué pour près de 1 milliard de dollars de fonds d'urgence pour pallier aux besoins immédiats de la population du Sud-Soudan, mais nous savons que l'aide seule ne parviendra à résoudre le conflit. Le gouvernement américain continue à faire pression sur le Gouvernement du Sud-Soudan, mais aussi sur l'opposition, pour que les deux s'engagent dans une négociation productive pour la paix.

Autant que le conflit au Sud-Soudan demande notre attention collective, nous avons constamment mis la priorité sur la question du Darfour et la plus large question du conflit au Soudan. Nous restons conscients des préoccupations constantes sur la gouvernance, exprimées par le peuple soudanais (en particulier à la périphérie du pays). Le gouvernement américain a dit constamment qu'il n'y a pas de solution militaire aux conflits soudanais. Nous pensons le plan de médiation « un processus, deux chemins », proposé par le Comité de la Haute Autorité de Mise en place de l'Union Africaine, présente la meilleure opportunité pour sécuriser un accord de « Cessation des Hostilités » synchronisée au Darfour et dans les deux Territoires. Ceci ouvrirait la voie à de plus amples discussions sur les racines du conflit soudanais, les réformes politiques et économiques et l'identité nationale, à travers un « Dialogue National » inclusif et complet.

Les prochaines élections au Nigéria – initialement prévues le 14 février – sont essentielles pour l’Afrique et le monde. Les Etats-Unis ont soutenu depuis longtemps la Commission Nationale Electorale Indépendante du Nigéria pour préparer des élections qui soient à la fois crédible et calme, mais aussi qui garantissent la représentation des vœux de la population nigérienne. Le Secrétaire d’Etat John Kerry a reçu des promesses de condamnation des violences électorales de la part des deux principaux candidats, lors de sa visite à Lagos en janvier. Le 8 février, à la suite de l’annonce d’un report de six semaines, le Secrétaire d’Etat a exprimé notre profonde déception pour ce délai, pour les interférences politiques sous-jacentes et a réitéré les appels pour « un processus électoral libre, transparent et crédible au Nigéria ». Il a demandé à tous les candidats, leurs partisans et aux citoyens nigériens de rester calmes et de rejeter toutes violences liées aux élections.

Au milieu de toutes ces priorités urgentes, le Gouvernement des Etats-Unis est resté concentré sur les objectifs à long-terme discutés lors du Sommet USA-Afrique, y compris les nombreuses opportunités de cette région dynamique et innovante.

Sur le front économique et commercial, en plus des 33 milliards de nouveaux échanges commerciaux et investissements par des compagnies américaines qui furent annoncés lors du Sommet, le Département du Commerce américain fait la promotion de la campagne « Doing Business in Africa » (Faire des Affaires en Afrique), qui est conçu pour relier des sociétés américaines avec des partenaires africains, pour soutenir les investissements américains en Afrique et développer l’accès des options financières pour des sociétés américaines qui voudraient exporter en Afrique.

L’accès à l’électricité doit être étendu pour étayer pour soutenir le développement et la croissance des affaires. C’est pourquoi, lors du Sommet USA-Afrique, le Président Obama a triplé l’objectif du programme américain « Power Africa » pour créer 30.000 mégawatts d’énergie propre et alimenter au moins 60 millions de foyers et d’entreprises en Afrique. Nous avons fait des progrès significatifs en six mois depuis le Sommet : des opérations qui devaient générer 4.102 mégawatts sont fermées, pendant que des opérations devant générer 15.000 mégawatts sont planifiées. Plus de 90 partenaires du secteur privé se sont engagés pour plus 20 milliards de dollars pour soutenir l’initiative « Power Africa » et nous avons forgé

des partenariats stratégiques avec la Banque Mondiale, la Banque de Développement Africain et le Gouvernement Suédois, générant 9 milliards de dollars supplémentaires pour soutenir cet important projet vital.

Alors que l'initiative « Power Africa » est ciblée vers l'Afrique Sub-Saharienne, il est important de noter que le Gouvernement Américain a également été très actif à promouvoir l'accès à l'électricité en Afrique du Nord, à travers le super accord de formation GE/Sonelgaz en Algérie, de 500.000 dollars de l'Agence Américaine de Commerce et de Développement, qui devrait ajouter 8 gigawatts au réseau algérien. Une fois complété, ce projet devrait donner à l'Algérie la capacité d'être complètement indépendante pour ses besoins énergétiques, mais aussi d'être exportatrice d'équipements et de technologies absolument nécessaires au reste de l'Afrique.

Sur le front de la gouvernance, les dirigeants africains et américains se sont accordés pour former un nouveau partenariat pour combattre les financements illégaux, en renforçant la lutte contre la corruption qui coûte des dizaines de milliards de dollars chaque année aux économies africaines. Ce partenariat est une opportunité pour les Etats-Unis et ses partenaires africains d'établir un groupe de travail, comprenant les Etats-Unis et les gouvernements africains volontaires, l'Union Africaine, la Banque de Développement Africain, l'ONU-ECA et autres, qui voudraient développer et recommander aux dirigeants un plan d'action pour combattre la corruption et autres formes illégales de financement. Le Président Sénégalais a donné son accord de partenariat avec les Etats-Unis pour lancer cette initiative et nous explorons les prochaines étapes avec le Gouvernement du Sénégal.

Le soutien aux institutions et au processus démocratiques est un élément clé des efforts des Etats-Unis dans le travail avec ses partenaires africains pour renforcer la gouvernance sur le continent. Mon pays croit fondamentalement que, soutenu par un engagement profond en l'état de droit et avec le respect de la société civile, de solides institutions démocratiques génèrent la prospérité et la stabilité.

Les pays qui ont des institutions démocratiques solides et responsables et un processus de participation publique, ont de meilleures chances de réussir à répondre à un conflit et assurer la sécurité. Nous faisons la promotion de la

démocratie en renforçant les institutions à chaque niveau, soutenant et construisant selon les aspirations des africains pour une gouvernance plus ouverte et responsable, promouvant les droits de la personne humaine et l'état de droit, mais aussi en confrontant les dirigeants dont les actions menacent la crédibilité du processus démocratique. L'émancipation des femmes et des filles a une part critique dans la bonne gouvernance, la prospérité, la stabilité et nous soutenons les grands pas et les engagements faits par nombre de pays africains, ainsi que l'Union Africaine, pour améliorer la sécurité envers les filles et les femmes.

Plus d'une douzaine de pays africains devraient tenir des élections en 2015 et 2016. Les Etats-Unis soutiennent les transitions de pouvoir démocratiques et pacifiques, ainsi que des élections transparentes, justes et calmes, qui donnent à chaque citoyen une opportunité de voter. Nous travaillerons avec les gouvernements, la société civile, les organisations régionales et l'Union Africaine pour assurer que chaque citoyen aura l'opportunité de faire entendre son choix au travers du processus électoral et dans les urnes.

Finalement, sur le front sécuritaire, le Président Obama et les Dirigeants Africains ont discuté des opportunités d'approfondir notre coopération sécuritaire. Une Police et une armée compétentes et professionnelles qui respectent les droits de la personne humaine et le pouvoir civil sont essentielles pour maintenir les institutions démocratiques qui ont émergé dans de nombreux pays africains. Ces forces sont également nécessaires pour lutter contre les menaces sécuritaires transnationales, y compris les organisations extrémistes violentes et les narcotrafiquants.

Pendant le Sommet, le Président Obama a souligné notre engagement à soutenir le développement d'institutions sécuritaires responsables, en annonçant l'Initiative de Gouvernance Sécuritaire (Security Governance Initiative – SGI). Cette initiative est le fruit de consultations avec nos partenaires africains qui ont exprimé vouloir une approche plus stratégique et soutenue aux efforts de réforme du secteur de la sécurité.

La SGI est un effort de plusieurs années qui se concentrera initialement sur six pays – Nigéria, Ghana, Kenya, Mali, Niger et Tunisie. Elle soutiendra le développement de règlements sensés, de structures institutionnelles, de systèmes,

de processus et de gestions efficaces qui permettront aux gouvernements de pourvoir à une sécurité efficace d'une manière effective. Nous sommes prêts à étendre la SGI à de nouveaux partenaires dans le futur et pensons que cet effort va compléter d'autres initiatives sécuritaires régionales déjà en place, comme le Partenariat de Lutte Antiterroriste Trans-Sahara et renforcer les capacités de certains voisins du sud de l'Algérie.

Donc, qu'est-ce que tout cela implique pour l'Algérie et pour les relations algéro-américaines?

Je vous propose de répondre à cette question en considérant le partenariat qui est à la base du Sommet USA-Afrique et la relation entre les Etats-Unis et l'Algérie.

L'Algérie est un partenaire important pour les Etats-Unis. C'est un pays stratégiquement important avec des capacités énormes et un rôle vital de guide sur le continent. L'Algérie et les Etats-Unis partagent beaucoup de perspectives et de vues communes au regard du développement en Afrique et nous espérons renforcer notre partenariat avec l'Algérie pour promouvoir la paix et la prospérité à travers le continent.

L'Algérie joue un rôle directeur dans l'effort de la communauté internationale pour promouvoir une solution pacifique aux conflits au Mali et en Libye. Nous apprécions profondément la médiation du Gouvernement de l'Algérie dans le dialogue inter-malien et accueillons favorablement les efforts du Gouvernement de l'Algérie à soutenir les pourparlers de l'ONU en Libye. L'Algérie est aussi en partenariat avec ses voisins du Sahel pour développer une compréhension commune des menaces transnationales et pour aider ses voisins à développer des institutions sécuritaires compétentes et jouer un rôle de guide pour soutenir et renforcer les institutions de l'Union Africaine.

Sur le front économique, l'Algérie est un pays avec un énorme potentiel. Son emplacement stratégique au carrefour entre l'Afrique et l'Europe donne à l'Algérie une position avantageuse pour être un dirigeant économique régional. Les compagnies américaines et étrangères continuent d'investir dans le secteur des hydrocarbures, celui de la santé, les infrastructures, le transport et autres. Je suis fière des partenariats que les firmes américaines ont bâti avec l'Algérie et je suis confiante que les relations économiques vont continuer à croître et prospérer.

L'Algérie traverse un moment critique de son développement économique. Elle évolue d'un pays riche en ressources pétrolières vers un pays qui reconnaît le besoin de se distancer de la dépendance envers les énergies fossiles. Le Gouvernement Algérien reconnaît que pour devenir un pays plus prospère, il doit évoluer vers une économie plus fiable et plus diversifiée.

Les signes sont prometteurs et le potentiel de développement économique est énorme. Le Président Bouteflika et son gouvernement se sont engagés à bâtir l'infrastructure du pays et apporter les réformes qui soutiendront la création d'emplois pour les algériens et augmenteront le commerce et les investissements en Algérie.

Les institutions financières internationales, les investisseurs étrangers, la communauté algérienne d'affaires, ainsi que notre ambassade veulent encourager le Gouvernement Algérien sur les voies qui conduisent à l'amélioration de l'environnement des affaires et qui attirent plus d'investissement en Algérie. Le projet « Doing Business » du Gouvernement Algérien est une étape importante vers l'avant et le Gouvernement des Etats-Unis se tient prêt à toutes assistances nécessaires.

L'Organisation Mondiale du Commerce fournit une autre possibilité de partenariat, qui contribuera à la croissance économique à long-terme. L'accession à l'OMC devrait non seulement créer de plus grands échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres pays, elle devrait aussi envoyer un signal fort aux investisseurs que l'Algérie est prête à s'engager dans un système de commerce réglementé et à diversifier son économie. Ceci encouragera certainement les entreprises à investir et à soutenir des projets qui créeront des opportunités d'emploi pour les Algériens. Une économie algérienne en expansion aura des répercussions à travers la région, dynamisant le développement économique dans les autres pays africains.

L'Algérie ressemble, sous plusieurs aspects, à ce que le Président Obama avait à l'esprit lorsqu'il parlait du potentiel de la nouvelle Afrique – une Afrique jeune avec une population en expansion, pleine de rêves et d'ambition et qui possède d'énorme capacité.

Comme avec d'autres nations africaines, les Etats-Unis recherchent un partenariat avec l'Algérie pour la démocratie, la paix et la prospérité.

Nous souhaitons que les dirigeants et les citoyens africains – y compris ici en Algérie – connaissent l’engagement des Etats-Unis pour un partenariat durable et diversifié qui assure la promotion d’une croissance économique inclusive, de la sécurité, de la santé et du développement démocratique. Ce partenariat n’est pas un arrangement de dernière minute ou une solution à court-terme, mais plutôt le fruit d’efforts de collaboration à long-terme.

Vous – les jeunes étudiants intelligents et pleins de talent de l’Algérie – vous êtes un élément clé de ce partenariat. Comme l’a dit le Président Obama au Sommet USA-Afrique : « La prospérité de l’Afrique dépend de sa plus grande ressource – sa population ».

Et maintenant, je serai ravie de répondre à vos questions.